Troyes, le 26 novembre 2026

L'appel de Troyes : des Départements du Grand Est appellent l'État à garantir les moyens et les libertés nécessaires à leur action

Finances, décentralisation, avenir des territoires : les Présidents des Départements de l'Aube, de la Communauté Européenne d'Alsace, de la Haute-Marne, de la Marne, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges se sont réunis hier à Troyes. Ils réclament de la visibilité, des moyens et une véritable liberté d'action pour les Départements. Les Présidents des Départements de Meurthe-et-Moselle et des Ardennes étaient excusés.

À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, quelle place veut-on donner aux Départements dans la République ?

Acteurs essentiels des solidarités, de l'accompagnement des communes et de l'aménagement du territoire, les Départements voient leurs finances se fragiliser et leurs marges de manœuvre se réduire. Pourtant, les besoins de leurs habitants et les responsabilités qui leur incombent ne cessent de croître.

Nous ne voulons plus gérer la pénurie. Nous voulons pouvoir anticiper, décider et agir.

FINANCES : L'ÉTAT DOIT ASSUMER SES RESPONSABILITÉS

Le projet de loi de finances pour 2027 illustre une nouvelle fois la pression exercée sur les collectivités : contribution au redressement des comptes publics, évolution des recettes de TVA, baisse envisagée du remboursement du FCTVA. À ces contraintes s'ajoute une instabilité financière qui rend particulièrement difficile la construction des budgets et la programmation des investissements, entre dispositifs de sauvegarde et mécanismes de contribution.

On ne peut pas demander aux collectivités d'anticiper et, dans le même temps, changer sans cesse les règles du jeu.

Dans le même temps, les recettes sont fragilisées tandis que les dépenses sociales progressent fortement, notamment pour le RSA, la protection de l'enfance, l'autonomie et les SDIS. La dégradation des équilibres financiers annoncée dès 2028 n'est pas soutenable.

Les Départements de l'Aube, de la Communauté Européenne d'Alsace, de la Haute-Marne, de la Marne, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges demandent à l'État la compensation intégrale des nouvelles dépenses sociales qu'il décide, des recettes stables et prévisibles et la préservation de leur capacité d'investissement.

2027 : UNE VRAIE DÉCENTRALISATION, PAS UN TRANSFERT DE CHARGES

L'élection présidentielle doit être l'occasion de repenser la place des collectivités dans la République. La décentralisation ne peut se résumer à transférer des responsabilités sans donner les moyens financiers et le pouvoir de décision correspondants.

Les Départements demandent des compétences clairement définies, une autonomie financière réelle, des politiques publiques adaptées aux réalités locales et une liberté d'organisation au service des bassins de vie.

Les Départements doivent être pleinement reconnus dans leur rôle stratégique en matière de solidarités, d'accompagnement des communes, d'ingénierie territoriale, de mobilités, d'eau et d'aménagement du territoire.

Il ne s'agit pas de créer de nouvelles structures ni de bouleverser les équilibres institutionnels, mais de donner aux collectivités les moyens d'exercer pleinement leurs responsabilités. Nous demandons davantage de confiance, de souplesse et de liberté pour agir au plus près des habitants.

Notre ligne est claire : les Départements sont prêts à prendre leurs responsabilités et à construire des solutions avec leurs partenaires. En retour, ils demandent de la confiance, de la visibilité, des moyens et la liberté d'agir.

La République ne peut pas se construire loin des territoires. Elle doit leur faire confiance.

Les Présidents des Départements de l'Aube, de la Communauté Européenne d'Alsace, de la Haute-Marne, de la Marne, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges